

Plus de 400 personnes ont participé le 4 octobre à la première réunion d'ouverture du débat public à Clermont-Ferrand, qui a duré un peu plus de 3h30. De très nombreux élus d'Auvergne, mais aussi de Rhône-Alpes et du Centre, étaient présents. Des représentants des chambres de commerce et d'industrie, des syndicats de cheminots, d'associations locales, de fédérations et associations de défense de l'environnement et d'usagers des transports ont participé au débat.

Après l'explication des objectifs et principes du débat public par la CPDP et la présentation du dossier du maître d'ouvrage par RFF, élus et représentants des acteurs économiques ont dit avec force ce qu'ils attendent de la réalisation du projet et, en particulier, la nécessité qu'il soit d'abord un outil d'aménagement et de développement du territoire. Beaucoup d'entre eux ont aussi exprimé une préférence pour un des scénarios présentés par le maître d'ouvrage, plusieurs indiquant leur rejet du scénario « est » par Macon. Beaucoup ont affirmé l'importance de travailler ensemble à une solution « gagnant-gagnant » pour ne pas courir le risque de manquer l'occasion de faire avancer le projet que représente ce débat public.

Nombre d'intervenants ont dit la nécessité que la future ligne se réalise dans le respect de l'environnement, mais aussi que les investissements n'oublient pas la modernisation du réseau ferroviaire existant et ses connexions indispensables avec la ligne à grande vitesse.

Quelques voix se sont fait entendre pour exprimer le souhait de voir le débat traiter d'abord de l'opportunité du projet, manifester des doutes sur sa pertinence économique et son financement ou demander que soit prise en compte une alternative de modernisation du réseau existant.